

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Centre administratif de Bourran  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 11/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **HYDRO EXTRUSION ALBI**

ZA Jean Savy  
BP 6  
81450 Le Garric

Références : 81-CRARC-2025-58

Code AIOT : 0006802269

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION ALBI implanté Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 Le Garric. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE pour l'année 2025.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO EXTRUSION ALBI
- Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 Le Garric
- Code AIOT : 0006802269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS est spécialisée dans la fabrication de profilés en aluminium. Le procédé de fabrication des profilés repose sur plusieurs opérations successives et notamment:

- l'extrusion de billettes d'aluminium, chauffées à 450°C, poussées à travers une filière en acier au moyen d'une presse hydraulique afin de former des profilés. Le site dispose de deux lignes d'extrusion;
- le traitement thermique de vieillissement des profilés dans un four à gaz à une température comprise entre 150°C et 200°C permettant de fixer les caractéristiques de résistance et d'élasticité;
- le traitement de surface afin d'enlever une fine couche d'aluminium et de permettre une bonne accroche des résines de peinture poudre sur les pièces;
- l'application et la cuisson des peintures poudre;
- le parachèvement (coupe, usinage et soudure) des profilés en aluminium;
- l'emballage et l'expédition.

Les produits fabriqués sont majoritairement destinés au marché du bâtiment (fenêtres, portes, pergolas notamment), et depuis quelques années, à celui du transport (automobile).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 janvier 2020 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2020. Il emploie actuellement 254 personnes auxquelles viennent s'ajouter environ 30 intérimaires.

Historiquement, ce site était exploité par les sociétés HYDRO LAQUAGE ALBI SAS (ex SAPA LACAL) et HYDRO EXTRUSION ALBI SAS (EX SAPA PROFILES). En 2018, le groupe norvégien HYDRO a engagé la fusion/absorption de HYDRO LAQUAGE ALBI SAS dans HYDRO EXTRUSION ALBI SAS.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.4.9.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2	Demande d'action corrective	5 mois
14	Stockage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques - Respect des VLE	AP Complémentaire du 27/07/2020, article 2.2	Sans objet
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.4.9.1	Sans objet
4	Déchets Huiles usagées	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 5.1.2 + 5.1.3	Sans objet
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 7.2.3	Sans objet
6	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.1.2	Sans objet
7	Stockages produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.2	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.1	Sans objet
10	Vérification moyens lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2	Sans objet
11	Cabine de poudrage	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.1.2.1	Sans objet
12	Délaquage chimique - Stockage acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.2.1	Sans objet
13	Stockage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.4.2	Sans objet
15	Four de décapage	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points non-conformes concernent le stock d'émulseur et la gestion des déchets de poudre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets atmosphériques - Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2020, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>

Effluents atmosphériques	Conduit N° SL9 en mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité totale exprimée en H	0,5
NOx exprimé en NO <sub>2</sub>	200
SOx	10
HF exprimé en F	2
NH3	30

Effluents atmosphériques	Conduit N° SL9 bis en mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF exprimé en F	2

Effluents atmosphériques	Conduits N° SL10, SP5 en mg/Nm <sup>3</sup>
Alcalins exprimés en OH	10

Conduits N° SL16 et SL16 bis : atelier de délaquage chimique		
Paramètres	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en g/h

	en mg/Nm <sup>3</sup>	g/h
COV exprimés en carbone total hors méthane	75	530
Alcalins	10	/
Acidité (mg de H <sup>+</sup> /Nm <sup>3</sup> )	0,5	/
NO <sub>x</sub>	200	1400
Alcool Benzilique	3	/

<b>Conduits N° SL15 : bain de délaquage chimique</b>		
Paramètres	Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en g/h
COV exprimée en carbone total hors méthane	75	2032
Alcalinité (mg de OH <sup>-</sup> /Nm <sup>3</sup> ) (canalisé)	10	-
Alcool Benzilique	250	-

<b>Conduit N° SL17 : four de décapage</b>		
Paramètres	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en g/h

Métaux totaux (Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V et Zn)	/	25
CO	100	100
NOx	200	300
SOx	/	25 000

#### Constats :

La périodicité des contrôles des rejets de ces conduits est fixée à 1 an.

L'exploitant a présenté le rapport des mesures des émissions atmosphériques réalisées le 17/07/2024.

Ce rapport met en évidence des rejets conformes pour les conduits SL09, SL09bis, SL10, SP5, SL16, SL16 bis et SL17.

Le conduit SL15 fait l'objet d'un dépassement des valeurs limites pour le paramètre COV. Une contre-mesure a ainsi été réalisée le 25/09/2024 qui montre des rejets conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.4.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le réseau communal, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Rejet N° 1 : en sortie de la station de p r é - traitement des effluents					
Paramètres	C o d e S A N D R E	V a l e u r s limite de rejet	F l u x journalier autorisé	Autosurveilla nce	Contrôles externes

Température	1301	30 °C	/	En continu	Trimestriel
pH	1302	6,5 - 9	/	En continu	Trimestriel
F	1391	15 mg/l	1,77 kg/j	En continu	Trimestriel
Al	1370	5 mg/l	444 g/j	Hebdomadaire	Trimestriel
DCO	1314	150 mg/l	23.6 kg/j	Mensuelle	Annuel
MES	1305	30 mg/l	3,54 kg/j	Mensuelle	Annuel
Fe	1393	5 mg/l	60 g/j	-	trimestriel
Tributylphosphate	1847	82 µg/l	9 g/j	-	trimestriel
AOX	1106	1 mg/l	118 g/j	-	trimestriel
Métaux totaux		15 mg/l	1.32 kg/j	-	trimestriel
Azote global	1551	50 mg/l	4,4 kg/j	-	trimestriel
Nonylphénols	1958	25 µg/l	2,95 g/j	-	trimestriel
Tributylétain	2879	25 µg/l	2,95 g/j	-	trimestriel

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières, excepté pour le pH et la température, qui sont des valeurs instantanées.  
Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.



Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

**Constats :**

Les résultats des analyses de l'autosurveillance sur la période de 01/2024 à 03/2025 montrent le respect des valeurs limites d'émission sur l'ensemble des paramètres à l'exception de rares dépassements (fluor et azote global, en concentration, moins de 10% des résultats, sans dépasser le double des valeurs limites) qui sont expliqués par l'exploitant (dysfonctionnement de la sonde d'analyse, débit sortant trop faible).

Par ailleurs, l'exploitant effectue des contrôles externes trimestriels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rejets eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.4.9.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

<b>Rejet N° 2, 3,4 et 5 : rejet des eaux pluviales non polluées vers le milieu</b>		
<b>Paramètres</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Concentration maximale sur prélèvement ponctuels (mg/l)</b>
MES	1305	35
DBO <sub>5</sub>	1313	30
DCO	1314	125
HC	7154	10

Des mesures de contrôle du respect de ces concentrations sont réalisées semestriellement sur les points N° 2 et 4 et annuellement sur le point N° 3 et 5.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats des analyses pour les rejets 2, 3, 4 et 5 en date :  
- d'octobre 2023 pour les rejets 2, 3, 4 et 5 : l'ensemble des valeurs limites sont respectées.  
- d'avril et mai 2024 pour les rejets 2 et 4 : l'ensemble des valeurs limites sont respectées.  
- de janvier 2025 pour les rejets 2, 3, 4 et 5 : dépassements pour les MES sur les rejets 5 et 4.

L'exploitant explique le retard sur la périodicité des analyses par le caractère aléatoire des précipitations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en œuvre des actions pour limiter les MES dans ses rejets 5 et 4.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Déchets Huiles usagées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 5.1.2 + 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les huiles usagées [...] sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Type de déchets	O r i g i n e e t d é s i g n a t i o n	Type de contenants	Quantité maximale sur site
Déchets dangereux	Huiles usagées	GRV	12 t

**Constats :**

Les huiles usagées sont stockées dans des GRV, sous abris, dans une zone dédiée aux huiles neuves et usagées, sur zone imperméabilisée, sur rétention.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de 4 GRV d'huile neuve et de 2 GRV d'huile usagée.

Les conditions de stockage et les quantités stockées sont conformes aux prescriptions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Niveaux acoustiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 7.2.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, sous 12 mois à compter de la date de publication de l'arrêté puis tous les trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier rapport des mesures acoustiques réalisées en juillet 2024. Ce rapport met en évidence des dépassements sonores dus à la tour aéroréfrigérante (TAR).  L'exploitant a mis en place des mesures correctives et présenté des éléments attestant de travaux sur les ventilateurs de la TAR en août 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son application informatique de gestion des FDS et le classeur regroupant les FDS des produits chimiques présents à l'atelier de thermolaquage. L'exploitant précise que chaque atelier possède un classeur avec les FDS sous format papier. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les produits chimiques stockés sont clairement identifiés. L'exploitant explique que les produits chimiques les plus utilisés font l'objet d'un inventaire mensuel et que par ailleurs le progiciel de gestion intégré de suivi des commandes permet de s'assurer que les stocks de chaque produit ne dépassent pas la valeur maximale autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Stockages produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques

**Prescription contrôlée :**

Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

**Constats :**

L'inspection a constaté que les produits chimiques de la station de traitement, de l'atelier de délaquage et du stockage de produits chimiques de l'atelier de thermolaquage sont équipés de rétentions adaptées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Un dispositif de détection incendie permet d'alerter sans délais le personnel du site lors d'un début d'incendie. Des détecteurs de fumées sont présents au niveau des installations suivantes :

- Atelier de thermolaquage ;
- stockage de poudres de l'atelier d'expédition ;
- stockage de poudres de l'atelier de réception ;
- armoire électrique de la station ;
- local chaufferie ;
- local transformateur ;
- bureaux ;
- atelier extrusion ;
- bâtiment parachèvement/usinage ;

<p>Des déclencheurs manuels sont présents dans les ateliers.</p> <p>Lors d'un déclenchement en cas de détection, une alarme au niveau de la centrale incendie et un report visuel et sonore au bureau des chefs d'équipe sont activés. Les sirènes se mettent en route.</p> <p>En dehors des heures ouvrées, l'alarme est reportée à une société de gardiennage via un centre d'appel.</p> <p>Ces dispositifs sont entretenus et vérifiés tous les ans.</p> <p>Un système de télésurveillance permanent assuré par une société extérieure et un système d'astreinte permettent l'intervention rapide de membres du personnel en cas d'incident, qui prend les dispositions nécessaires.</p> <p>L'alarme de niveau de la fosse de rétention du TTS est également reportée à la société de télésurveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les Comptes Rendus d'Intervention Maintenance Préventive des systèmes de détection incendie du 28/06/2024 et du 23/02/24.</p> <p>Ces rapports ne font pas état de dysfonctionnement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a justifié d'une maintenance des systèmes de détection incendie en date du 22/04/2025 (rapport en attente).</p> <p>L'exploitant a présenté sur plans les positions de l'ensemble des détections incendie de l'établissement. L'inspection a ainsi pu constater la présence de détection sur l'ensemble des installations listées ci-dessus.</p> <p>L'exploitant confirme le report des alarmes hors heures ouvrées à une société de gardiennage. Les contrats de gardiennage et de télé-surveillance ont été montrés à l'inspection.</p> <p>Enfin, l'exploitant explique que le niveau de la fosse de rétention du TTS est elle aussi télé-surveillée. En effet, l'exploitant a justifié que le test "Sonde alarme société de gardiennage" pour le niveau dans la fosse du TTS a été réalisé le 24/06/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Lutte incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un dispositif d'extinction automatique par sprinklage des 2 presses d'extrusion alimenté par une pompe diesel de 300 m<sup>3</sup> /h associée à une réserve d'eau de 450 m<sup>3</sup> raccordée au réseau d'eau de ville ;</li> <li>[...]</li> <li>d'une réserve d'émulseur d'une tonne ;</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu du contrôle de routine trimestriel du système d'extinction automatique de type sprinkleur en date du 03/03/2025. Ce rapport met en évidence un débit de 308 m<sup>3</sup>/h et un volume réserve de 479 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un stock de bidons d'émulseurs. L'ensemble des bidons représente un volume de 650 litres soit 689 kg (densité vérifiée sur la FDS de l'émulseur). Par ailleurs, les informations présentes sur les bidons mettent en évidence que le produit fabriqué en juillet 2013 est en-dehors de la période de garantie du fournisseur de 10 ans.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra augmenter son stock d'émulseur à 1 tonne et se prononcera sur l'efficacité du produit possédé (hors garantie) ou renouvellera son stock.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 5 mois</p>

**N° 10 : Vérification moyens lutte incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de vérification des extincteurs et des RIA en date de juillet 2024. Ces rapports concluent au bon fonctionnement des éléments de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Cabine de poudrage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.1.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La cabine de la chaîne 1 est équipée de détecteurs de flamme et d'étincelles qui déclenchent l'injection de CO2 dans la gaine d'aspiration et coupe l'aspiration et le poudrage. [...] La vérification de ces dispositifs est réalisée a minima annuellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant a présenté le dernier rapport de maintenance de la cabine de poudrage et de la chaîne de poudrage réalisé en août 2024.  
Le rapport conclut que le système de protection est opérationnel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Délaquage chimique - Stockage acide nitrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Produits chimiques

**Prescription contrôlée :**

[...]

La cuve d'acide nitrique est placée dans une seconde cuve d'un volume de 8 m<sup>3</sup> et dispose ainsi d'une rétention indépendante des autres bacs. Une alarme sonore et visuelle en fond de cuve permet de détecter toute perte de confinement de la 1<sup>ère</sup> cuve.

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'acide nitrique (dilué à 5%) de l'atelier de délaquage était placé dans une cuve "double".

L'exploitant a réalisé un test de perte de confinement de cette cuve le 24/06/2024 (test signalisation alarme niveau fosse).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Stockage produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Produits chimiques

**Prescription contrôlée :**

L'aire de dépotage est sur une zone en rétention et bétonnée. Des produits absorbants à disposition en quantité suffisante sont présents à proximité de la zone de réception et de dépotage.

Les opérations de dépotage vrac sont réalisées en présence d'un opérateur HYDRO formé et habilité. La vanne d'obturation du réseau eau de pluie est fermée et un obturateur est placé sur la bouche d'égout, préalablement au démarrage du dépotage. A la fin des opérations de dépotage, la vanne est ouverte et l'obturateur enlevé.

[...]

Tout stationnement de véhicule devant le local de produits chimiques est interdit.

[...]

**Constats :**

L'inspection a constaté que la zone de réception et de dépotage des produits chimiques était une plateforme imperméable avec une réserve de produits absorbants à proximité.

<p>La procédure de dépotage est affichée sur l'aire. Elle met en évidence les actions à réaliser par les employés formés et habilités du site dont la fermeture de la vanne du réseau pluvial et l'obturation de l'avaloir pluvial.</p> <p>L'inspection a constaté la disponibilité d'une plaque d'obturation et la présence des vannes d'obturation. Ces vannes sont identifiables, facilement manœuvrables et accessibles.</p> <p>Des panneaux disposés devant le local de stockage des produits chimiques interdisent le stationnement de véhicule.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Stockage produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les big-bags de déchets de poudre sont stockés à une distance supérieure à 15 m du local de stockage des produits chimiques.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant stocke des big-bags de déchets de poudre et de boues hydroxy-metalliques à proximité du local de stockage des produits chimiques.</p> <p>L'inspection constate que certains big-bags de poudre sont à moins de 15 m du local de stockage des produits chimiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réorganise son stockage de déchets de poudre pour éloigner les big-bags à plus de 15 m du local de stockage des produits chimiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 15 : Four de décapage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 9.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce four à pyrolyse est utilisé pour le décapage des montants et supports permettant de porter les profilés sur les palonniers.</p> <p>[...]</p> <p>Ce four fait l'objet d'une maintenance appropriée, dont les contrôles sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. A minima les opérations de maintenance préventive sont :</p>



- 2 fois par an un nettoyage des brûleurs ;
- 1 fois par an la vérification des chaînes de sécurité par un prestataire compétent.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention 'Equipements Thermiques Four Décapage et Four Chaîne 2' réalisé en août 2024 par un prestataire extérieur.

Cette intervention consiste notamment à vérifier le fonctionnement des sécurités gaz des brûleurs.

Le rapport conclut en l'absence de points non-conformes.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté les éléments justifiant d'un nettoyage des brûleurs du four en août et en décembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite